



**CENTRE HOSPITALIER WILLIAM MOREY**  
**CONCESSION DE SERVICE PUBLIC – MICRO CRECHE**

**DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION  
(« RC »)**

**PROCEDURE OUVERTE**

**Date et heure limites de réception des plis (candidatures et offres) :**

**17 février 2025 – 12h00**

*Numéro de référence : 24S0097*

## Table des matières

Article 1_ Personne publique lançant la consultation.....	4
Article 2 _ Objet de la Consultation .....	4
Article 3 _ Communication dans le cadre de la procédure.....	4
Article 4 _ Organisation de la consultation.....	5
4.1 Procédure de consultation .....	5
4.2 Modalités d'obtention du dossier de consultation .....	5
4.3 Dossier de consultation .....	5
Article 5 _ Informations additionnelles .....	5
Article 6 _ Indemnités .....	6
Article 7 _ Visite du site.....	6
Article 8 _ Langue .....	6
Article 9 _ Unité monétaire .....	6
Article 10 _ Valeur estimée du contrat.....	6
Article 11 _ Groupements .....	7
Article 12 _ Négociations.....	7
Article 13 _ Abandon de la consultation .....	7
Article 14 _ Variantes-Options- tranches optionnelles .....	8
14.1 Variantes .....	8
14.2 Options .....	8
Article 15 _ Présentation et évaluation des candidatures.....	8
15.1 Contenu des candidatures (dossier C) .....	8
15.1.1_ Documents généraux (C1).....	8
15.1.2_ Capacités économiques et financières (C2) .....	9
15.1.3_ Capacité technique (C3).....	9
15.2 Examen des candidatures .....	10
Article 16 _ Présentation et évaluation des offres .....	10
16.1 Contenu des offres .....	10
16.1.1_ Eléments juridiques (O1) .....	10
16.1.2_ Eléments techniques (O2).....	11
16.1.3_ Eléments financiers (O3).....	11
16.2 Validité des offres .....	11
16.3 Critères de sélection des offres .....	12
Article 17_ Conditions de remise des plis .....	12
Article 18_ Propriété intellectuelle .....	12

Article 19 _Procédure de recours .....	13
Article 20_ Planning prévisionnel de consultation.....	13

## **Article 1 Personne publique lançant la consultation**

Centre Hospitalier William Morey

4 rue Capitaine Drillien

71100 Chalon-Sur-Saône

03 85 91 04 79

[Cellule.marches@ch-chalon71.fr](mailto:Cellule.marches@ch-chalon71.fr)

SIRET : 267100766000109

Autorité responsable de la personne publique délégante : Monsieur le directeur général du centre hospitalier de Chalon-sur-Saône

L'autorité habilitée à signer le contrat de concession de service public est Monsieur le directeur général du centre hospitalier de Chalon-sur-Saône

## **Article 2 Objet de la Consultation**

Dans le cadre de la contribution au bien-être des employés, l'optimisation du fonctionnement des services et le renforcement de l'image de l'établissement, le centre hospitalier William Morey a décidé de mettre à disposition des locaux qui permettront d'accueillir les jeunes enfants non scolarisés de ses salariés.

La présente consultation vise à désigner le futur délégataire du service public de la micro crèche située dans les locaux du centre hospitalier William Morey. Cet EAJE de 12 places présente une surface utile de 187m<sup>2</sup>

Les missions qui seront confiées au Concessionnaire sont les suivantes :

- l'accueil des enfants et des familles ;
- la gestion, l'exploitation et l'entretien des locaux mis à disposition ;
- la fourniture de l'ensemble du matériel pédagogique nécessaire aux activités du service ;
- la gestion administrative et financière du Service.

Les modalités de consultation sont précisées par le présent règlement.

## **Article 3 Communication dans le cadre de la procédure**

Le règlement de consultation permet des échanges d'informations entre les candidats et le centre hospitalier William Morey.

La responsabilité du centre hospitalier William Morey ne peut être engagée pour ne pas avoir transmis des informations aux candidats en cas de retrait anonyme du dossier de consultation ou d'informations erronées fournies lors de ce retrait.

## **Article 4 Organisation de la consultation**

### **4.1 Procédure de consultation**

La procédure de consultation a pour objet la passation d'une concession de service public dans les conditions fixées par les dispositions du code de la commande publique, notamment les articles L 1121-3, L 3126-1 et suivants, R 3126-1 et suivants (concession dont la valeur estimée est inférieure au seuil européen).

La procédure retenue est la procédure ouverte impliquant que les candidats déposent conjointement leur candidature et leur offre.

### **4.2 Modalités d'obtention du dossier de consultation**

Le dossier de consultation est gratuit et ne peut être obtenu que par voie dématérialisée.

Le téléchargement du dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation du centre hospitalier William Morey est obligatoire. Les documents sont accessibles via l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

### **4.3 Dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend l'ensemble des pièces suivantes :

- le présent règlement de consultation ;
- le projet de contrat de Concession ;
- le plan de micro-crèche Niveau 01,
- le plan de l'aire de jeux niveau 00
- le plan de l'accès à la crèche niveau 01
- le tableau des équipements mis à disposition ;
- l'annexe RGPD

## **Article 5 Informations additionnelles**

Par défaut, les éventuelles demandes de précisions ou d'informations complémentaires devront être adressées au Centre hospitalier William Morey par voie électronique sur le profil acheteur.

Les questions devront avoir été réceptionnées au plus tard le 7 février 2025 à 12h00.

Toute question parvenant après les date et heure limites ne sera pas prise en compte.

La question et la réponse seront communiquées à l'ensemble des candidats afin de respecter le principe d'égalité entre eux-ci. Le nom de l'auteur de la question restera toutefois confidentiel. Le centre hospitalier William Morey, s'il apporte une réponse à la question, le fera par écrit, par voie électronique sur le profil acheteur précité au plus tard six jours avant la date limite fixée pour la remise des candidatures et des offres.

## **Article 6 Indemnités**

Il ne sera versé aucune indemnité aux candidats ayant remis une offre.

## **Article 7 Visite du site**

Les candidats intéressés devront obligatoirement participer à une des 2 visites des futurs locaux de la crèche organisées par le centre hospitalier William Morey .

Elles auront lieu les 22 janvier 2025 à 15h00 et le 28 janvier 2025 à 14h00.

Les candidats intéressés devront confirmer au centre hospitalier William Morey leur présence à une des visites 2 jours avant sa tenue à l'adresse électronique suivante : laure.saulnier@ch-chalon71.fr.

Une seule visite est autorisée.

Le nombre de participants à la visite est limité à 3 personnes maximum par candidat.

Les modalités de visite sont les suivantes :

- les échanges entre les représentants des candidats et le ou les représentants du centre hospitalier William Morey seront limités à la seule prise de connaissance du site. Aucune autre information que la description physique et fonctionnelle du site ne sera délivrée.
- les éventuelles questions que pourra susciter la visite et les réponses qui y seront apportées devront suivre la procédure prévue à l'article 5.
- Prise de photos : autorisée
- Suite à cette visite et avec les plans diffusés en annexe, les candidats seront réputés connaître les lieux. En conséquence ils ne pourront élever aucune réclamation ni former aucune demande fondée sur une méconnaissance du site.

## **Article 8 Langue**

Tous les documents fournis par les candidats au cours de la consultation doivent être rédigés en langue française. Les documents rédigés dans une autre langue ou ne faisant pas l'objet d'une traduction certifiée ne seront pas pris en considération.

## **Article 9 Unité monétaire**

L'unité monétaire relative à la présente procédure de consultation est exclusivement l'euro.

Tous les documents remis par les candidats doivent être présentés en euros (€)TTC en date de valeur du 1<sup>er</sup> février 2025.

## **Article 10 Valeur estimée du contrat**

La valeur estimée du contrat est de 1 878 000€ déterminée conformément aux articles R 3121-1 et R 3121-2 du code de la commande publique.

Investissement : 125 000€

Fonctionnement: 350 000 \*5 = 1 750 000€

Divers : 3 000€

## **Article 11 Groupements**

Les candidatures en groupement sont admises. Une même entreprise ne peut présenter une candidature :

- à la fois en qualité de candidat individuel et en qualité de membre d'un groupement ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

La composition du groupement candidat ne pourra pas être modifiée entre la remise des candidatures et la notification du contrat de concession de service public, c'est-à-dire qu'elle ne pourra ni s'adjoindre un nouveau membre, ni supprimer l'un de ses membres.

## **Article 12 Négociations**

Le directeur de l'établissement, ou son représentant, engagera librement des négociations avec tout ou partie des soumissionnaires ayant remis une offre.

Cette négociation ne pourra porter ni sur l'objet du Contrat, ni sur les critères d'attribution, ni sur la durée de la Concession.

Elles seront menées dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats. Les négociations pourront prendre la forme de réunions en présentiel ou, le cas échéant, en visioconférence (au choix de l'autorité concédante) ainsi que d'échanges écrits. Chaque réunion sera précédée d'une invitation adressée par l'autorité concédante par voie électronique précisant ses modalités pratiques.

A la fin de la phase de négociation, qui peut se dérouler en plusieurs phases avec élimination, au fur et à mesure, de certains candidats par application des critères de sélection des offres, le directeur ou son représentant fait son choix de l'entreprise concessionnaire sur la base des offres finales des candidats et au regard des critères de sélection définis au présent document

## **Article 13 Abandon de la consultation**

À tout moment, et jusqu'à la signature du contrat, Le Centre Hospitalier William Morey se réserve le droit de ne pas donner suite à la procédure de consultation. Les candidats ne pourront prétendre à aucune indemnisation ou dédommagement au titre de l'abandon de la consultation.

## **Article 14 Variantes-Options- tranches optionnelles**

### **14.1 Variantes**

Aucune variante n'est autorisée.

### **14.2 Options**

Il n'est pas prévu d'option, à savoir des prestations complémentaires que les candidats seraient tenus de proposer dans leur offre et que le centre hospitalier se réserve la possibilité de demander en complément de l'offre de base.

### **14.3 tranches optionnelles**

Pas de tranche optionnelle

## **Article 15 Présentation et évaluation des candidatures**

La présente procédure implique que les candidatures et les offres soient remises conjointement. Il est toutefois demandé aux candidats de séparer les pièces de la candidature (dossier C) et les pièces de l'offre (dossier O) dans deux dossiers distincts.

Les candidats doivent remettre un dossier de candidature comprenant l'ensemble des documents et informations listés à l'Article 15.

En cas de réponse sous forme de groupement, l'ensemble de ces documents et informations doit être fourni pour chaque entreprise de l'éventuel groupement, à l'exception de la lettre de candidature, unique, qui précise l'identité du mandataire du groupement, y sont joints les pouvoirs donnés au mandataire pour représenter ses cotraitants.

Les dossiers de candidature incomplets pourront le cas échéant faire l'objet d'une régularisation dans les conditions définies par la réglementation en vigueur et la jurisprudence applicable.

Dans l'hypothèse où les candidats souhaiteraient que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et/ou financières d'une ou de plusieurs entreprises juridiquement distinctes, ils devront justifier des capacités de cette ou de ces entreprises et du fait qu'ils en disposeront pour l'exécution de la concession, par exemple par la production d'attestations en ce sens de leur part. Le candidat et ces entreprises devront être solidairement responsables de l'exécution du contrat de concession.

### **15.1 Contenu des candidatures (dossier C)**

#### *15.1.1\_Documents généraux (C1)*

- Une lettre de candidature présentant le candidat (nom ou dénomination, adresse du siège social, adresse électronique, date de création, montant et composition du capital, la liste des principaux actionnaires, identité du représentant habilité). Les statuts en vigueur du candidat, ou leurs équivalents pour les candidats étrangers non établis en France, seront joints ;
- une déclaration sur l'honneur attestant que l'ensemble des renseignements et documents relatifs à sa candidature est exact ;



- si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ou leurs équivalents pour les candidats étrangers non établis en France ainsi qu'une note démontrant qu'il est en mesure d'exécuter le contrat de concession compte-tenu des règles applicables en matière de poursuite des activités dans le cadre de ces situations ;
- une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-14 du code de la commande publique dans sa rédaction en vigueur à la date de parution de l'avis d'appel public à la concurrence concernant la présente procédure. Est annexé à cette déclaration sur l'honneur l'ensemble des documents justifiant que le candidat ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles susvisés ;
- l'ensemble des certificats délivrés par les administrations et organismes compétents tels que prévus à l'article R3123-18 du code de la commande publique permettant d'attester que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, y compris en ce qui concerne l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-2 à L.5212-5 du code du travail. Les candidats étrangers établis dans un pays tiers doivent, pour les impôts, taxes et cotisations sociales ne donnant pas lieu, dans ledit pays, à la délivrance d'un certificat par les administrations et organismes de ce pays, produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative de ce pays ;
- un justificatif datant de moins de 3 mois de l'inscription au registre du commerce (extrait K bis ou équivalent pour les candidats étrangers non établis en France). Pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ;
- les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat.

#### *15.1.2\_ Capacités économiques et financières (C2)*

- Pour les opérateurs économiques pour lesquels l'établissement de bilans n'est pas obligatoire :
  - o une déclaration sur l'honneur concernant, le chiffre d'affaires réalisé au cours des trois derniers exercices ;
  - o une déclaration sur l'honneur concernant le montant et la composition du capital social et la liste des principaux actionnaires de l'entreprise candidate ou des entreprises membres du groupement candidat.
- Pour les opérateurs économiques pour lesquels l'établissement de bilans est obligatoire : les bilans, comptes de résultat et annexes (feuillet CERFA n°2050 à 2059-G) ou documents équivalents, des trois derniers exercices (ou des seuls exercices clos si la date de création de l'entreprise est inférieure à trois mois), ou les équivalents pour les candidats étrangers non établis en France ;
- Le cas échéant, les garanties que les actionnaires seraient susceptibles d'apporter pour conforter la capacité économique et financière du candidat.

#### *15.1.3\_ Capacité technique (C3)*

- Une note descriptive des moyens humains et matériels du candidat et comprenant notamment une déclaration sur l'honneur concernant les effectifs du candidat et l'importance du personnel

- d'encadrement pour chacune des trois dernières années, ou depuis la date de création de l'entreprise si cette dernière date de moins de trois ans ;
- un mémoire présentant l'aptitude du candidat à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public et les capacités techniques et professionnelles du candidat comprenant ses références acquises dans le domaine objet de la concession ou dans un domaine comparable et/ou toutes autres références ou éléments d'information susceptibles de démontrer son aptitude à recevoir la concession de service public objet du présent règlement et à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

## **15.2 Examen des candidatures**

Au regard des garanties professionnelles et financières des candidats, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail, et de leur aptitude à assurer la continuité du service public, le directeur général du CH William Morey établira la liste des candidats dont les offres seront ouvertes et analysées.

## **Article 16 Présentation et évaluation des offres**

### **16.1 Contenu des offres**

Conformément aux dispositions de l'article L 3124-2 du Code de la commande publique, les offres irrégulières ou inappropriées seront éliminées.

Dans l'hypothèse où le Centre hospitalier William Morey constaterait que des pièces dont la production est demandée sont manquantes ou incomplètes, elle pourra décider de demander à tous les soumissionnaires concernées de produire ou compléter ces pièces dans les conditions définies par la réglementation en vigueur et la jurisprudence applicable.

Le Centre hospitalier William Morey se réserve par ailleurs le droit d'adresser aux soumissionnaires d'éventuelles demandes de production de compléments et précisions sur la teneur de leur offre.

Tous les documents et éléments remis par les soumissionnaires à l'appui de leur offre dans le cadre de la consultation seront susceptibles d'être rendus contractuels et donc ajoutés en annexe au Contrat.

#### *16.1.1\_Éléments juridiques (01)*

Chaque candidat devra produire le projet de contrat complété. Les champs à compléter impérativement par le candidat dans le cadre de la remise de leur offre sont identifiés au sein du projet de contrat.

Les candidats sont par ailleurs autorisés à proposer des modifications (en mode apparent) sur le projet de contrat. En veillant toutefois à les limiter en nombre et en importance.

Les candidats produiront également une note justificative des modifications apportées au projet de contrat.

Les candidats produiront une seconde note décrivant l'organisation et les garanties juridiques proposées (garantie, assurance, description de l'organisation contractuelle entre les différents intervenants...).

#### *16.1.2\_Éléments techniques (02)*

Les candidats devront communiquer un mémoire technique présentant les modalités d'exploitation du service. Il aura pour objet de présenter l'organisation, les moyens et les modalités d'exploitation qu'il s'engage à mettre en œuvre pour exploiter et gérer le service.

Le mémoire devra notamment décrire les conditions d'exploitation du service en cohérence avec les attentes du territoire et la politique menée par le Centre hospitalier William Morey. Le candidat devra notamment détailler les conditions et modalités d'accueil et d'ouverture, le projet développé, les animations et activités proposées. Il présentera par ailleurs sa démarche en matière de développement durable.

Le candidat proposera un modèle de rapport annuel et un projet de règlement de service.

#### *16.1.3\_Éléments financiers (03)*

Les candidats devront communiquer un mémoire financier qui présentera le projet, les moyens mobilisés et les activités développées. Ce mémoire comprendra, a minima :

- les investissements éventuellement envisagés ;
- le plan de financement des investissements ;
- le compte d'exploitation prévisionnel : recettes, charges et résultats ;
- les charges de personnel ;

Les charges de personnel et le compte d'exploitation prévisionnel seront, en plus, présentés sous forme de cadres financiers (tableaux).

### **16.2 Validité des offres**

Tout soumissionnaire sera engagé par ses propositions pour une durée de 6 mois francs à compter de la date limite de réception des offres fixée.

Les mêmes conditions s'appliquent en cas de remise successive d'offres dans le cadre des négociations éventuelles au cours de la procédure et pour les offres finales.

### 16.3 Critères de sélection des offres

L'évaluation des offres sera réalisée sur la base du contenu de l'offre remise par le soumissionnaire et selon les critères pondérés suivants :

CRITERES	PONDERATION DU CRITERE	SOUS-CRITERES
Qualité du service proposé et adéquation des moyens	60	Qualité du projet pédagogique 30/60
		Qualité de l'offre sur le développement durable 10/60
		Politique de gestion des ressources humaines 8/60
		Modalités et moyens mis en œuvre dans la relation avec le CHWM 3/60
		Rôle, latitude d'intervention et de responsabilité confiés à la direction de la structure 3/60
		Entretien des locaux 6/60
Valeur économique de l'offre	40	cohérence du compte d'exploitation prévisionnel et équilibre financier global du contrat 15/40
		niveau de la compensation demandée au centre hospitalier et sa stabilité sur la durée d'exécution du contrat 25/40

### **Article 17 Conditions de remise des plis**

Les candidats transmettront en même temps, mais dans 2 plis distincts, leur candidature et leur offre, via la plateforme dématérialisée du Centre hospitalier William Morey. Les candidats sont dans l'obligation de transmettre tous les documents relatifs à la présente consultation et de communiquer avec l'acheteur exclusivement par voie électronique.

En cas de transmission d'un pli sous forme papier, il ne sera pas ouvert et sera déclaré irrecevable.

Conformément au code de la commande publique (article R 3122-17), une copie de sauvegarde de la candidature et de l'offre pourra être remise sur supports physiques numériques distincts (clé USB). Sur cette clé devront figurer 2 dossiers distincts, l'un pour la candidature et l'autre pour l'offre qui seront nommés en conséquence. Cette copie de sauvegarde devra parvenir au Centre hospitalier William Morey avant la date et l'heure limite de réception des offres.

### **Article 18 Propriété intellectuelle**

Les documents et éléments présentés par les candidats et soumissionnaires demeurent leur propriété intellectuelle.

Les données communiquées par le Centre hospitalier William Morey aux candidats et soumissionnaires pour l'élaboration de leur offre ne peuvent en aucun cas être communiquées ou utilisées à d'autres fins que celles de la présente consultation.

## **Article 19 Procédure de recours**

Instance chargée des recours auprès de laquelle des informations concernant les procédures de recours peuvent être demandées : Tribunal administratif de Dijon.

Coordonnées : Tribunal Administratif de Dijon

22 rue d'Assas

BP 61616

21000 DIJON

Tél : 03 80 73 91 00

Télécopie : 03 80 73 39 89

Courriel : [greffe.ta-dijon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-dijon@juradm.fr) - Adresse internet (U.R.L) : <http://dijon.tribunal-administratif.fr/>

Dans les conditions fixées par le Code de justice administrative, peuvent être formés devant la juridiction :

- un référé précontractuel jusqu'à la signature du contrat (article L. 551-1 et suivants du Code de justice administrative) ;
- un référé contractuel à partir de la signature du contrat et dans un délai 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution du contrat (article L. 551-13 et suivants du Code de justice administrative) ;
- un recours en contestation de validité du contrat, exercé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation (voir CE, 4 avril 2014, Département du Tarn-et-Garonne, n°358994)

## **Article 20 Planning prévisionnel de consultation**

Le planning prévisionnel ci-après est indicatif.

Visites du site	Les 22 janvier 2025 à 15h00 et le 28 janvier 2025 à 14h00
Date limite de réception des candidatures et des offres	Cf page de garde du présent document
Négociations	26 février 2025
Remise des offres finales	Le 17 mars 2025 à 12h00
Choix de l'attributaire	Fin mars 2025
Notification du contrat	Mi-avril 2025